

L'Institut national d'archéologie, si jeune et déjà délocalisé

Prière de fouiller ailleurs

PAR
LUC LE CHATELIER

Brelan de tribunaux, carré d'hôpitaux, suite de casernes, depuis quelques mois le gouvernement bat et rebat les cartes de France. A ce petit jeu, certaines villes sont bien perdantes et les élus locaux se rebiffent. Pour les calmer, la délocalisation de 10 % des effectifs de tous les grands ministères a donc été décidée dans l'urgence, juste avant l'été, et cinq mille fonctionnaires aujourd'hui installés à Paris seront priés de déménager en région. Pour Bercy, l'Institut national de la statistique (INSEE) se retrouverait ainsi à Metz, pour l'Agriculture, l'Office national de forêts (ONF) irait à Compiègne, et pour la Défense, le Commissariat à l'armée de terre à Cambrai. Quota imposé à la Culture : cent cinquante agents. Joua-t-on Rue de Valois à la courte

paille pour savoir qui, qui, qui irait à Reims ? Toujours est-il que, comme dans la chanson du *Petit Navire*, le sort tomba sur le plus jeune : l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), un établissement public né dans la douleur en 2002 et qui commence à peine à trouver ses marques. Sa mission : organiser, centraliser, compiler, analyser (en liaison étroite avec les universités Paris I, Paris IV et Paris X) le travail des deux mille archéologues qui, en France, interviennent avant travaux (routes, chemins de fer, programmes immobiliers) pour sonder le terrain et relever les traces de l'histoire humaine. « *Je n'ai rien contre la décentralisation*, explique Jean-Paul Demoule, l'ancien président et fondateur de l'INRAP aujourd'hui retourné à l'Université. *Il est normal aussi de proposer des compensations à la fermeture des casernes. Mais il*

est consternant d'avoir choisi de délocaliser cet institut encore très fragile. Au mieux, c'est de l'incompétence, au pire, une volonté délibérée de nuire. »

Un sentiment partagé par l'ensemble des agents de l'INRAP, des assistants aux directeurs, mais aussi par de nombreux universitaires dont quatre professeurs au collège de France (Yves Coppens, Christian Goudineau, Jean Guilaine et John Scheid), très inquiets de l'impact de ce déménagement forcé sur « *le pilotage de l'institut et la transmission des compétences* ». Rien n'y fait. Ni les lettres ouvertes, ni les manifestations, ni même les réunions de concertation prévues par la loi mais auxquelles la ministre n'a jamais paru. On voudrait se débarrasser de ces empêcheurs d'aménager en rond qui vous ralentissent les chantiers sous prétexte de quelques tessons et clous rouillés, on ne s'y prendrait pas autrement... ■



L'INSTITUT NATIONAL
DE RECHERCHES
ARCHÉOLOGIQUES
PRÉVENTIVES
SURVIVRA-T-IL AU
DÉMÉNAGEMENT ?